

Les difficultés du GIPRI

Le GIPRI traverse une période difficile. Ce n'est bien sûr pas la première, mais celle que nous vivons actuellement doit être prise très au sérieux, car l'environnement général n'est pas favorable aux activités d'organisations telles que la nôtre.

Rappelons que le projet de financement du GIPRI dans la durée, par la mise en œuvre d'un contrat de prestations établi avec l'Etat, n'a pas été approuvé par la Commission des finances du Grand Conseil, à la fin de l'an dernier. Nous pouvons malgré tout poursuivre nos activités cette année, bien que de manière réduite, grâce aux soutiens de l'Etat et de la Ville de Genève. Rien n'est cependant assuré pour les années à venir.

Une fois encore donc, se pose la question de la justification du maintien d'un organisme indépendant tel que le GIPRI, qui, depuis plus d'une génération a contribué à faire entendre la voix des grandes traditions de Genève dans le domaine de la paix.

Nous tenterons de maintenir cette longue aventure. Notre Conseil de fondation a accueilli ces derniers mois de nouveaux membres, qui souhaitent s'investir pour que le GIPRI reste actif. Car c'est bien là que réside sa force principale, l'engagement bénévole et volontaire de personnes convaincues de la justesse et de la nécessité de porter une attention continue à l'établissement et au maintien de la paix. Ce que soulignait le premier document fondateur du GIPRI en 1980 reste entièrement valable : « Il n'y aura jamais trop d'instituts consacrés à l'étude du problème de la guerre et de la paix, devenu littéralement vital pour la survie de l'humanité. Il n'y aura jamais trop d'approches pour l'étude de ce problème ». ■

Jacques Diezi

Président du Conseil de Fondation

Le GIPRI débat de l'espace au salon du livre



De gauche à droite : le journaliste Raymond Zoller, le Dr. Gert Harigel, le Dr. Gabriel Galice, Ben Cramer

Le village alternatif du salon international du livre et de la presse (SILP) de Genève avait choisi en 2010 pour thème : « Mythe et réalité de la conquête de l'espace ». Organisateur du village alternatif, Monsieur Régis de Battista, ingénieur de formation et pilote, prit une part active dans la définition du thème et dans l'organisation des forums. Heureuse initiative qui sensibilise le grand public à de brûlants sujets d'actualité.

Deux membres du Conseil de Fondation du GIPRI, le Dr. Gert Harigel et le Dr. Gabriel Galice, ont été invités, les 1^{er} et 2 mai, à fournir des informations et à donner leurs points de vue, à la faveur de deux forums. Monsieur Ben Cramer, auteur du livre *Nuclear Weapons: at what Cost ?* prit part aux deux débats.

Infaisabilité pratique des boucliers anti-missiles

Physicien retraité du CERN, militant et expert de plusieurs organisations pacifistes internationales, le docteur Gert Harigel s'intéresse de près, depuis le projet de guerre des étoiles du président Reagan, à l'utilisation militaire de l'espace. Il souligne l'infaisabilité pratique des boucliers anti-missiles, compte tenu des aléas divers. Ce type de projet, réactivé plus tard, vise à financer des projets à la fois économiques et militaires, la distinction étant souvent douteuse. Près de 950 satellites artificiels gravitent autour de la Terre. La plupart, à usage pacifique, sont essentiels pour transmettre toutes sortes de données relatives à la météorologie, la vie économique et financière, les transports maritimes, routiers, aériens, etc. Il reste à gérer leur fin de vie et les débris qu'ils génèrent, au risque d'endommager les satellites artificiels en activité. Sous l'autorité de Gert Harigel, un stagiaire du GIPRI, Monsieur Amaël Beauvallet, a réalisé en 2009 une étude de 42 pages portant précisément sur les objets spatiaux artificiels.

Problème de l'encombrement

L'encombrement est un autre danger : un satellite russe et un satellite américain se sont heurtés au-dessus de la Sibérie. Les Etats-Unis gardent une longueur d'avance dans la conquête de l'espace extra atmosphérique mais les Chinois entrent en lice et le manifestent en détruisant, depuis le sol, un de leurs satellites périmés. Les Etats-Unis font peu après un « test » similaire de destruction d'un de leurs anciens satellites.

La station spatiale internationale (*International Space Station*) fut un temps menacée par un débris proche et une évacuation des astronautes dans le transporteur Sojus était prête en cas de collision imminente.

Aspects juridiques économiques et politiques

Gabriel Galice aborde le sujet sous l'angle juridique, économique et politique. Il relève que plusieurs traités signés n'ont pas été ou ne seront pas ratifiés par de grands Etats partie prenante. Le président Obama n'aura probablement pas de majorité, dans un avenir proche, pour faire ratifier son récent accord avec la Russie. Invoquer l'espace comme une façon de relancer l'économie revient à confondre la *croissance* sélective d'activités financièrement rentables avec le *développement* qui, selon François Perroux, doit être « global, endogène et intégré », en un mot au service tous les êtres humains. Le livre de Christian Comélieu « *L'économie contre le développement ?* » rend compte du gouffre entre des notions injustement tenues pour équivalentes.

L'espace est effectivement un endroit stratégique pour « surveiller et punir » selon l'expression de Michel Foucault, plus exactement « surveiller, dominer et détruire ». Reste que l'espace est en relation avec les milieux marin et terrestre. Et que la technologie ne fait pas tout, loin s'en faut.

Au total, le GIPRI espère contribuer à éclairer le débat public et les décideurs politiques. Des plans d'action pour la prévention de la course aux armes dans l'espace extra atmosphérique (*Prevention of an Arms Race in Outer Space* ou PAROS) sont en préparation dans la Conférence du désarmement de l'ONU, mais leur issue est incertaine puisqu'il faut le consensus des 65 Etats-membres. ■

Gert Harigel et Gabriel Galice

Armes nucléaires :

Des risques plus grands que jamais

Les discussions sur les armes nucléaires, les conditions de leur engagement pour les pays qui en détiennent, les risques ou soupçons de non-respect du traité de non-prolifération, ont largement occupé l'actualité de ces derniers mois. Quelques rappels à ce sujet.

1. **La signature du traité START II entre les Etats-Unis et la Russie**, le 8 avril à Prague, a sans doute retenu récemment le plus d'attention des médias. Rappelons à ce propos que les 2 pays contrôlent environ 95% des quelque 22'000 armes nucléaires dans le monde. Le traité récemment signé prévoit de réduire progressivement cet arsenal durant les 7 années à venir, chaque partie réduisant le nombre d'ogives opérationnelles à 1550, une diminution substantielle par comparaison avec le traité START I de 1991.

Les commentateurs s'accordent à reconnaître que ce traité représente une victoire au moins politique, dont avaient besoin les dirigeants des deux pays concernés. Pour le reste, les réductions prévues sont modestes, la durée du traité est limitée, et les contraintes de contrôle sont insuffisantes. A quoi s'ajoute le fait que la destruction du plutonium résultant de ces mesures prendra plusieurs décennies au moins !

Une analyse critique de ce document est fournie ci-dessous par Jozef Goldblat, membre du Conseil de Fondation du GIPRI et de Pugwash.

2. **La nouvelle stratégie nucléaire de l'administration Obama** est le deuxième événement, plus spécifiquement discuté dans les médias américains. Cette nouvelle stratégie est décrite dans un document publié début avril sous le nom de « Nuclear Posture Review ». Son orientation vise à donner corps aux engagements électoraux de M. Obama, évoquant la possibilité d'un monde à venir débarrassé de ses armes nucléaires. Globalement, par comparaison avec les stratégies des administrations précédentes, l'intention est de réduire le nombre de situations conflictuelles dans lesquelles les Etats-Unis utiliseraient l'arme nucléaire. Ainsi, le texte indique que les Etats-Unis ne recourront pas à l'arme nucléaire contre un pays non-nucléaire, une attitude rompant avec les positions des gouvernements antérieurs. Mais cette disposition est soumise à la condition que le pays en question soit en accord avec ses obligations de respect des engagements de non-prolifération. Si donc on peut recevoir avec satisfaction l'annonce d'une rupture avec une stratégie nucléaire agressive et d'un renforcement du contrôle des conditions de recours à ces armes, la plupart des commentateurs critiques (cf p. ex. M. Klare, *The Nation*, 26 avril 2010) soulignent que cette nouvelle orientation stratégique reste, pour le moins, d'une grande prudence et que si elle restreint quelque peu les conditions d'utilisation d'armes de destruction massive, ses autres perspectives (notamment l'accent mis sur les tactiques contre-insurrectionnelles) n'amélioreront pas la position politique et militaire des Etats-Unis.

3. **La conférence d'examen du Traité de non-prolifération** ouverte le lundi 3 mai à New-York, constitue un événement important relatif aux armes nucléaires (cf le dossier signé du président de Pugwash, J. Dhanapala :

<http://www.pugwash.org/publication/pb/NPTReview6-1.pdf>

Le président iranien y a déjà engagé ses diatribes contre, notamment, les Etats-Unis, réfutées par Mme H. Clinton. La conférence arrivera à son terme le 28 mai, et le bilan devra être fait à ce moment. Les commentaires et prévisions des experts sont malheureusement pessimistes quant aux perspectives de signature d'un accord. Rappelons que le TNP vise à prévenir l'extension des capacités nucléaires militaires aux pays autres que les 5 puissances signataires au départ (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie), avec l'engagement que ces pays réduiraient progressivement leur arsenal, et aideraient les autres à développer l'utilisation de l'atome non militaire. Depuis, 4 pays (non signataires du traité) ont développé un armement nucléaire, et il est possible que l'Iran le prépare. Tout semble donc indiquer que le monde se dirige progressivement vers une dissémination accrue de ces armes, avec une augmentation notable des risques d'utilisation. Et, comme le rappelle un article récent (*Scientific American*, Jan. 2010, p. 60-67), un conflit nucléaire même « localisé » (p. ex. Inde vs. Pakistan) aurait pour conséquences un « hiver nucléaire » atteignant l'ensemble de la planète et responsable de la mort des centaines de millions d'être humains. ■

Jacques Diezi

Talking points on the Prague Treaty

A few critical remarks

From the political point of view, the importance of the document signed in Prague on April 8, 2010, is undeniable. It will certainly facilitate U.S.-Russian cooperation in settling the present major inter-state disputes. But to call it a "huge" step toward nuclear arms control, as U.S. Senator Kerry did in his recently published article (*International Herald Tribune* of 30 March 2010) is an exaggeration. In some respects the treaty makes a step backwards as compared with previously negotiated agreements.

The main quantitative limitations of nuclear weapons apply to warheads operationally deployed on launchers and prepared for instantaneous firing. The parties may keep as many as 1550 such strategic warheads. According to the agreed counting rules, a heavy bomber designed to carry more than one weapon is to be counted only as one. Consequently, the reductions from the present levels are modest, but each of these weapons is capable of destroying a city with a population of several million inhabitants and produce catastrophic environmental effects for the entire globe. Warheads possessed by the parties in excess of agreed limits do not need to be decommissioned. They may be kept in storage, whereas tactical nuclear weapons are not covered at all. The verification of compliance provisions are far from allowing on-site inspections to the extent necessary to build mutual confidence. The treaty is to last only seven years. Even during this short period, each party has the right to withdraw from it at any time and under any pretext.

A new cycle of negotiations will be needed to fill the gaps of the Prague Treaty and to remove its shortcomings. These negotiations should start without delay after the treaty's entry into force and proceed full speed, beginning perhaps with the drafting of a convention banning the use of nuclear weapons. Otherwise, our great grandchildren will still live in a nuclear age. ■

Jozef Goldblat

A Fissile Material Cut-off Treaty (FMCT)?

Is such a Treaty necessary ?

The world faces an ever-increasing demand for energy, amounting to about one percent per year per person, amplified further when considering a population growth of close to one % per year (80 million/y). The request can be partially satisfied by exploiting some still less or unexplored hydrocarbon and/or so-called renewable sources. For providing the most convenient source, electricity, nuclear energy plays an important role, but has also its limitations and environmental/health impact. Since double-use of the needed **fissile material** (highly-enriched Uranium U235, and weapon-grade Plutonium Pu239) is at stake, i.e. for civilian and military applications, the **Conference on Disarmament (CD)** in Geneva, a UN body, in collaboration with the **International Atomic Energy Agency** in Vienna (IAEA), contemplates to start work, during its present session, on a treaty aiming at drastically limiting its future production or even a complete stop (*Fissile Material Cut-Off Treaty (FMCT)**), which has, of course, also to cover existing stockpiles. Since resources of uranium ore in Australia and Canada are dwindling, the more abundant Thorium found in other places might be used increasingly to fuel nuclear power plants, but it produces U233, like its sister isotope U235, being an excellent material for weapons, however not yet tested as such.

Fissile material ready-to-use for manufacturing nuclear weapons

There are available huge quantities of fissile material ready-to-use for manufacturing nuclear weapons. Any estimate of how many weapons could be produced with it depends on at least seven main parameters, obviously different from country to country:

1. Envisaged explosion yield of the warhead
2. Quality/purity of the raw material
3. Grade of enrichment
4. Aggregate (metallic, powder, solid)
5. Technical/theoretical knowledge of the weapons manufacturer
6. Previous experience with test explosions
7. Hiding manufacturing sites from UN inspections

Therefore, in order not to confuse the public with too many details, we assume a yield comparable to the Hiroshima (Uranium) and Nagasaki (Pu) bombs, i.e. 15 to 20 kilotons TNT equivalent, and come up with a crude estimate of 50 000 to 100 000 warheads for each, highly enriched uranium (HEU) and weapon-grade Plutonium. Whatever the exact number, it would allow for production of a multiple of the existing arsenal.

Many legitimate questions

The legitimate question can be asked, does a FMCT make a lot of sense, in particular when small additional quantities are being produced, as recently discussed in the case of Iran? Can the required **Consensus** in the Conference on Disarmament, for discussion of the topic and the signature of such a treaty be obtained? Objections are already raised by Pakistan; a country that claims it needs an increased nuclear arsenal to deter its neighbouring country, India, having a strong conventional military force. Will other countries follow suit with similar reasoning? Is FMCT a step in the right direction? Will the outcome of the NPT Review Conference (May 2010) have a positive or negative impact on the negotiations? ■

Gert G. Harigel, Geneva

*) **Global Fissile Material Report 2009**

A Path to Nuclear Disarmament

Fourth annual report of the International Panel on Fissile Materials (**IPFM**),

Jonathan Schell, New York, September 2009, 178 pages

www.fisilematerials.org

Violence dans les sociétés humaines.

Academia Engelberg, 14-16 octobre 2009

Les violences dans la société humaine étudiées lors de la Conférence annuelle de l'Academia Engelberg

L'Academia Engelberg poursuit une tradition de réflexion humaniste autour d'un lieu prédestiné – l'Abbaye d'Engelberg, selon un principe d'organisation qui a fait ses preuves – le WEF à Davos. Son activité la plus réputée est la conférence, tenue chaque année depuis 2002, sur des sujets au carrefour de la science, la politique et l'économie. L'aspect éthique est toujours mis en évidence. À titre d'exemple, relevant pour le GIPRI, la conférence de 2007 avait pour titre : « L'eau, bien public ou privé ? » Le thème 2009, « Violence dans la société humaine », combinait un tour d'horizon scientifique avec une panoplie d'illustrations présentées par des praticiens. La mise en condition était sévère : des étudiants de l'université des arts de Zürich jouaient le meurtre de Desdemone par Othello et une scène de viol dans Titus Andronicus. Shakespeare parle haut !

Des orateurs de tous bords

Les orateurs, scientifiques de tous bords, étaient remarquables : sociobiologiste, neurobiologiste, sociologue, quelques psychologues (un peu trop psychanalysant à notre goût), polémologues, économiste, et passablement de médecins pour faire la liaison. Nous avons regretté que certains ne soient guère allés plus loin que leur spécialité (nous y reviendrons) et que l'un ou l'autre ait encore réchauffé la guerre culture / nature. Dommage aussi que le sociobiologiste, un éthologue, ait décrit la violence sans considérer l'altruisme, son indissociable *alter ego* (certains avaient imaginé que cette remarquable relation serait honorée par un prix Nobel cette année; ce sera sans doute pour la prochaine).

L'expérience tout en contraste des praticiens

Les praticiens offraient une scène également diversifiée, avec, différence notoire, un fort contenu émotionnel. L'analyse de la spirale explosive de violence au Ruanda en 1994 ou de la froide construction du génocide nazi a crispé les estomacs de l'auditoire. Le contraste était extrême entre une religieuse catholique rapportant laborieusement son action dans le milieu de la prostitution et l'orateur qui la suivit, un psychanalyste proche de Dérída. Il était bienfaisant d'apprendre à connaître les rencontres interculturelles du groupe YES (Youth Encounter on Sustainability), un spin off du département de l'environnement de l'ETHZ. Deux orateurs nous ont particulièrement frappés par la plénitude théorie / pratique de leur approche. C'était d'une part, l'initiateur du vaste programme « Faustlos » destiné à prévenir le développement de comportements violents parmi les enfants à risques de trois Länder allemands, de l'autre, le directeur général du Comité international de la Croix-Rouge. L'assistance n'avait aucun doute ; ces gens ont quelque chose à dire !

Théoriciens et praticiens en relation

Le Forum voulait mettre en relation théoriciens et praticiens. Ce fut un succès certain. Pourtant, une part du succès a consisté à mettre en évidence la difficulté que les deux approches rencontrent pour se fructifier mutuellement.

Ainsi, nous avons eu l'impression que certains théoriciens, privilégiant la possibilité d'isoler des éléments du réel afin de développer une approche rigoureuse et falsifiable, perdent la vision d'ensemble et la perception des vrais enjeux. À l'opposé, les hommes du terrain, en confrontation quotidienne avec des situations complexes qu'ils ne maîtrisent que partiellement en ont une connaissance intime, quasiment viscérale, qui les pousse à des analyses manquant parfois d'une base rigoureuse et de la possibilité d'en évaluer la pertinence. Dans l'effort à mettre en relation les deux approches, on a vu certains chercheurs et hommes du terrain se retrouver sur ce qui fait la faiblesse de chacun d'eux : les premiers, abasourdis, laissant l'espace à des élucubrations sans relation avec leurs réalités et les seconds, voulant donner un sens pratique à leur recherche, admettant des approximations qu'ils auraient refusées dans toute autre circonstance. On attendait des chercheurs qu'ils disent : voilà mon domaine, voilà mes résultats et voici les pistes que nous suggérons pour apporter des solutions à ce qui compte vraiment et identifier les obstacles. Quelques-uns ont rempli ce contrat. Ils étaient une minorité, le plus souvent ils étaient ceux qui sont aussi engagés dans la pratique. Ainsi, la question qui nous a semblé illustrer au mieux le but du Forum reste posée : quel est le rôle de la recherche académique dans la promotion de la paix et la résolution des conflits ? ■

*Lucy Dubochet, philosophe, promotion de la paix
Jacques Dubochet, prof. honoraire UNIL, biophysique et bioéthique*

Deux livres pour mieux comprendre la politique israélienne



LE LOBBY
PRO-ISRAËLIEN
ET
LA POLITIQUE
ÉTRANGÈRE
AMÉRICAINE

Deux livres récents nous aident à mieux comprendre la politique israélienne. Iconoclastes, ils font l'objet de vives polémiques sans être rigoureusement déconstruits. Le premier, *Comment le peuple juif fut inventé* (Fayard, 2008) est le travail d'un historien israélien, Shlomo Sand, appartenant au courant dit de la « contre-histoire », soit de l'histoire non-officielle. Écrit en hébreux, d'abord traduit en français, l'ouvrage relance la polémique avec sa récente traduction en anglais. Shlomo Sand reprend les récits mythiques fondateurs du sionisme pour montrer à la fois leur inauthenticité historique et leur efficacité politique. Ainsi du concept d'« exil », qui « signifia d'abord soumission » (p.187-188), puis « une sorte de catharsis de dévotion ainsi que, dans une certaine mesure, une manière de se purifier de ses péchés » (p.190). Des succédanés tinrent lieu d'exil proprement dit, tels la confiscation des terres par Hadrien au II^{ème} siècle de l'ère chrétienne, puis l'arrivée des musulmans. L'expansion démographique doit plus aux conversions massives au judaïsme qu'à une problématique « retour ». « (...) Face aux persécutions sévères subies sous l'empire byzantin, les juifs accueillirent les conquérants arabes favorablement, et même avec enthousiasme » (p.253-254). Des conversions massives à l'islam se produisirent, notamment pour échapper à l'impôt payé par les seuls non-musulmans. Les califes en vinrent à modifier leur politique fiscale, les conversions massives à l'islam vidant les caisses de l'Etat (p.255).

Le caractère mystique et mythique des récits bibliques arme intellectuellement les pionniers, ainsi qu'en témoigne le livre de Moshe Dayan, *Vivre avec la Bible* (p.158-159). La guerre de 1967, en permettant aux archéologues israéliens d'accéder à des nouveaux sites (et de les exploiter sans égard pour le droit international) produisit des effets paradoxaux en ce qu'elle mit à mal des certitudes anciennes. Vingt ans après, au moment de l'Intifada de 1987, des chercheurs israéliens parvinrent à faire entendre leur voix discordante. Après la guerre, les Etats-Unis et les autres pays préférèrent soutenir la création du nouvel Etat juif plutôt que d'accueillir les rescapés du génocide. Selon plusieurs spécialises, le travail de Sand vaut davantage par ce qu'il récuse que par ce qu'il suggère ou propose (sur les Khazars notamment). Ses considérations théoriques sur la question nationale s'abritent derrière de grands auteurs (Benedict Anderson, Etienne Balibar, Ernest Gellner...) dont les limites ne sont pas évoquées. Au total, le livre a le mérite de montrer à quel point, en Israël comme ailleurs, la politique a autant besoin de mythes que d'histoire.

L'autre ouvrage, un peu plus ancien, est l'ambitieux et méticuleux travail de John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt : *Le lobby pro- israélien et la politique étrangère américaine* (La Découverte, 2007). En 390

pages et plus de cent pages de notes, John J. Mearsheimer (Professeur de sciences politiques à l'université de Chicago) et Stephan M. Walt (Professeur de relations internationales à la Kennedy School of Government d'Harvard) décortiquent le fonctionnement des mécanismes politiques et financiers par lesquels le lobby pro-israélien fait prévaloir ses vues au sein de la politique étrangère des Etats-Unis.

Dans l'avant-propos, les auteurs rendent un hommage appuyé à leur collègue et ami, le Professeur Samuel P. Huntington. Le soutien apporté par les U.S.A à Israël n'allait pas de soi en 1948. Plusieurs dirigeants influents (dont le Secrétaire d'Etat George Marshall) craignaient de jeter les pays arabes dans les bras soviétiques en soutenant Israël. Un tournant fut pris à chaque décennie, Israël sachant capitaliser ses victoires militaires pour en faire des succès politiques. Kennedy, Nixon (conseillé par Kissinger) et leurs successeurs amplifièrent l'appui, indéfectible jusqu'à Obama, nonobstant quelques froncements de sourcils. « La guerre contre le terrorisme » déclaré par George W. Bush fut l'occasion pour les dirigeants israéliens de resserrer les liens en faisant cause commune contre des Ennemis commodément supposés communs. L'*American Israel Public Affairs Committee* (AIPAC) est le fer de lance du lobby. La thèse centrale des auteurs est que la politique étrangère américaine vis-à-vis d'Israël n'est fondée ni sur des raisons stratégiques, ni sur des mobiles moraux mais sur l'alignement préconisé par le lobby « *Comme le montre la guerre d'Irak, les Etats-Unis sont capables de se causer du tort tout en portant préjudice aux autres s'ils prennent les mauvaises décisions* » (p.11). Il en résulte que les Etats-Unis se sont créés des problèmes majeurs superflus, parmi lesquels la détestation de l'opinion arabe et, conséquemment, l'alimentation du terrorisme. Semblablement, l'engagement militaire en Irak a participé de cet alignement sur les intérêts, réels ou supposés, de l'Etat israélien. Pour les auteurs, il importe de dégager la politique américaine de l'encombrante liaison avec Israël, dans leur intérêt d'abord, dans celui de l'Etat hébreux ensuite. Le sentiment d'impunité qu'Israël tire de sa protection américaine quasi-illimitée provoque des conflits en cascade et des menaces incontrôlées. L'effet boomerang est assuré, à plus ou moins brève échéance. Les auteurs esquissent des propositions : traiter Israël comme un Etat normal, mettre un terme au conflit israélo-palestinien, renforcer les modérés au sein du lobby. La conclusion vaut d'être citée : « *Ce qu'il faut, par conséquent, c'est un débat franc et courtois sur l'influence du lobby et des intérêts américains dans cette région cruciale. Le bien-être d'Israël est un de ces intérêts – moralement fondé – mais pas sa présence persistante dans les territoires occupés. Un débat plus libre et un traitement médiatique plus complet feront apparaître les problèmes que pose la « relation privilégiée ». Cela encouragera aussi les Etats-Unis à poursuivre une politique plus conforme à l'intérêt national, aux intérêts des autres Etats de la région et – c'est certain – à l'intérêt d'Israël.* » (p.388)

De ces deux livres, il est possible de tirer l'enseignement de la complémentarité entre les deux formes du pouvoir que sont la conviction et la contrainte, la force des idées, -croyances, convictions- et la force matérielle, le *soft power* et le *hard power*, ce dernier étant constitué surtout de la force militaire ou de la puissance économique-financière. L'histoire nous enseigne que le pouvoir change de main au fil du temps. Le respect du droit limite les changements brutaux fondés sur les seules évolutions des rapports de force. ■

Gabriel Galice



Hélas tout est faux !

Comment construire le vrai quand le témoignage n'est plus crédible ?

Belle image ! Distribuée en chaîne sur le web, on apprend qu'elle a été prise par un plongeur d'une équipe protégeant les plates-formes pétrolières de la dérive des icebergs ; que celui-ci pèse 300'000'000 de tonnes ; etc... Hélas tout est faux ! L'iceberg éclairé par le bas n'a pas de sens ; étant donné sa masse, il aurait une hauteur d'environ 1 km alors que la transparence de l'eau n'atteint jamais 100m ; etc...

L'homme tend à croire ce qu'on lui dit. Sans doute s'agit-il d'une propriété de la nature humaine. La recette est saine pour autant que le témoignage soit généralement raisonnable et que le flot d'information soit maîtrisable. Il semble que la situation ait changé. Depuis 40 ans, le coût du bit diminue d'un facteur deux tous les 18 mois ; chaque matin, sévit l'avalanche des « gratuites » ; l'accès infini au web nous livre l'information totale, pour tous, à tout moment. De quelle information s'agit-il ? Il semble que nous soyons passé du temps des témoignages raisonnablement crédibles, à celui du ... n'importe quoi. Changement de paradigme ! Le vrai ne semble plus être le fondement du dire, car dire semble se suffire à lui-même. Or si le témoignage n'est plus généralement crédible, qui porte la lourde charge de construire le vrai ?

Le GIPRI s'est donné pour tâche de comprendre ce qui, dans le monde, favorise la paix ou la met en péril et de le faire connaître. Durant ses longues années d'existence, les artisans du GIPRI ont construit, avec patience et rigueur, une solide réputation de crédibilité. Quand le GIPRI parle, on lui fait confiance ! Cultivons cette valeur, aujourd'hui plus importante que jamais. ■

Jacques Dubochet

INSTITUT INTERNATIONAL DE RECHERCHES POUR LA PAIX A GENEVE (GIPRI)

*Présidente du comité d'honneur : J. Berenstein-Wavre
Bureau de la Fondation : J. Diezi (prés.), G. Galice
(vice-prés.), J. Goldblat (vice-prés.), G. Harigel, J.
Dubochet, J. Deschamps*

Collaborateur : Y. Jänchen (chercheuse-coordinatrice)

**Route des Jeunes, 6, Bâtiment 1, bureaux 38/39
1227 Carouge/GE Suisse
022 301 71 40**

Site internet : www.gipri.ch

Pour recevoir directement une copie de cette lettre, il vous suffit d'en faire la demande à yvonne.jaenchen@gipri.ch

Les opinions exprimées dans cette lettre n'engagent que leurs auteurs.